Conseil d'Etat - Raad van State
LEGISLATION
1 8 11 1957
Transmis à M. coördinatie (1)
Overgemaakt aan de H:

MTL. L.5614/2.

ROYAUME DE BELGIQUE.

KONINKRIJK BELGIE.

AVIS DU CONSEIL D'ETAT.

ADVIES VAN DE RAAD VAN STATE.

Le CONSEIL D'ETAT, section de législation, deuxième chambre, saisi par le Ministre des Colonies, le 29 janvier 1957, d'une demande d'avis, dans un délai ne dépassant pas trois jours, sur un projet d'arrêté royal "portant statut du personnel de l'enseignement officiel de l'administration d'Afrique", a donné le 11 février 1957 l'avis suivant :

De RAAD VAN STATE, afdeling wetgeving, tweede kamer, de 29e januari 1957 door de Minister van Koloniën verzocht hem, binnen een termijn van ten hoogste drie dagen, van advies te dienen over een ontwerp van koninklijk besluit "houdende statuut van het personeel van het officieel onderwijs van het bestuur in Afrika", heeft de 11e februari 1957 het volgend advies gegeven :

Le projet a pour objet d'accorder au "personnel de l'enseignement officiel" un statut qui déroge à l'arrêté du Régent du 20 août 1948 portant statut des agents de l'administration d'Afrique. Ce système offre un inconvénient : en créant un statut particulier dont les dispositions ne sont pas insérées dans le statut général applicable à tous les agents de l'administration d'Afrique il risque de compromettre l'unité de ce statut. Si cette façon de procéder peut,à la rigueur,se concevoir pour le personnel enseignant et les inspecteurs, à cause de la nature particulière de leur activité, elle se comprend beaucoup moins pour les fonctionnaires du service de l'enseignement et des cultes.

\+

\+ +

Si l'intitulé de l'arrêté utilise l'expression "personnel de l'enseignement officiel", le projet ne définit pas cette expression. Il résulte des divers articles du projet qu'en fait il règle la situation statutaire des agents appartenant au cadre de l'instruction publique et des cultes, au cadre de l'inspection de l'enseignement et,enfin,au cadre des écoles officielles.

L'intitulé devrait, dès lors, être libellé comme suit :

"Arrêté royal portant le statut des agents des cadres de l'instruction publique et des cultes, de l'inspection de l'enseignement et des écoles officielles".

\+

\+ +

.../...

Au préambule, l'arrêté du Régent du 20 août 1948 doit être visé par son intitulé officiel, savoir : "Arrêté du Régent du 20 août 1948 portant statut des agents de l'administration d'Afrique".

\+

\+ +

Compte tenu de l'observation qui précède, l'article 1er serait à rédiger comme suit :

"Article 1er.-

Sous réserve des dispositions qui suivent, le statut des agents de l'administration d'Afrique est applicable aux agents des cadres de l'instruction publique et des cultes, de l'inspection de l'enseignement et des écoles officielles déterminés au tableau ci-annexé".

\+

\+ +

A l'article 5, il conviendrait de remplacer les mots "à ces catégories de candidats" par "aux candidats de ces catégories".

\+

\+ +

L'article 6 serait plus avantageusement rédigé comme suit :

"Article 6.-

La durée du stage des agents du cadre des écoles officielles est de trois années scolaires complètes. Si, à la fin de la troisième année scolaire, la durée des services effectifs accomplis par le stagiaire est inférieure de plus de trois mois à trois années scolaires complètes, le stage est prolongé d'office.

Le stage se termine dans tous les cas à la fin d'une année scolaire".

\+

\+ +

A l'article 10, la rédaction du second alinéa serait améliorée si on remplaçait les expressions "une base de traitement" par "traitement initial", "échelon initial" par "premier échelon".

\+

\+ +

L'article 11 arrête un tableau d'équivalence pour le transfert par voie de nomination. En subordonnant le passage des agents administratifs à une fonction d'enseignement à la possession d'un diplôme de fin

d'études déterminé, il est partiellement préjugé des mesures que le Ministre des Colonies est en droit de prendre, en vertu de l'article 4 du présent projet, pour déterminer les diplômes ou certificats d'études dont doivent être porteurs les candidats au recrutement dans les cadres des écoles officielles. Il y a donc incompatibilité entre ces deux articles.

D'autre part, il faudrait remplacer l'expression "le transfert est réalisé" par "le transfert se fait".

Enfin, il y a lieu de tenir compte de la nouvelle dénomination des titres "agrégé de l'enseignement moyen du degré supérieur" et "agrégé de l'enseignement moyen du degré inférieur",qui sont devenus : "agrégé de l'enseignement secondaire supérieur " et "agrégé de l'enseignement secondaire inférieur".

\+

\+ +

L'article 12, qui fixe la durée de la carrière des agents du cadre des écoles officielles constitue une dérogation à l'article 47, alinéa 1er, du statut des agents de l'administration d'Afrique.

S'il entre dans les intentions du Gouvernement de rendre applicables aux enseignants les dispositions des alinéas 2 et 3 de ce même article 47 du statut, il s'indiquerait de reprendre ces dispositions.

\+

\+ +

.../...

L'article 13 gagnerait à être rédigé comme suit :

"Article 13.-

Lorsqu'un agent du cadre des écoles officielles doit atteindre la limite d'âge dans le courant de l'année scolaire, il peut être mis fin d'office à ses services à l'expiration de l'année scolaire qui précède".

+

+ +

A l'article 14, alinéa 2, le caractère alternatif de l'acte à accomplir serait mieux indiqué par le texte suivant :

"Le Gouverneur général ou ses délégués ... ".

L'alinéa 4 peut être supprimé sans inconvénient.

+

+ +

Le second alinéa de l'article 18 pourrait être rédigé comme suit :

"Les dispositions du même statut relatives à l'octroi de congés exceptionnels leur sont applicables, à l'exclusion de celles relatives au congé prévu lors de l'arrivée au début de la période de service et lors du départ à l'issue de celle-ci".

+

+ +

.../...

L'article 21, qui se borne à déroger aux dispositions de l'article 81, b, du statut, devrait débuter par les mots suivants : "

"Par dérogation à l'article 81, b, du statut des agents de l'administration d'Afrique, l'épouse ...".

+

+ +

Il résulte des explications fournies par le fonctionnaire désigné que l'article 22 n'a trait qu'à la situation des agents du cadre des écoles officielles et qu'il se borne à déroger à l'article 82bis du statut.

Compte tenu de ces explications, cet article pourrait être rédigé comme suit :

"Article 22.-

Par dérogation à l'article 82bis du statut des agents de l'administration d'Afrique, l'autorisation de rejoindre en Afrique un agent du cadre des écoles officielles n'est pas accordée aux membres de la famille de cet agent".

+

+ +

.../...

L'article 23 dispose en son premier alinéa que les règles statutaires relatives à l'avancement de traitement sont applicables aux "agents de l'enseignement officiel" sous réserve de l'application des règles communes aux barèmes à plusieurs échelons. Cette disposition et plus particulièrement "les règles communes aux barèmes comportant plusieurs échelons de traitement" figurant en bas de page à l'annexe, fixent d'une manière générale l'avancement de traitement des titulaires d'un grade auquel est attaché un traitement à plusieurs échelons.

Cette réglementation ne s'applique pas uniquement aux "agents de l'enseignement officiel",mais à tout agent auquel un traitement à plusieurs échelons est attribué. Il serait, dès lors, préférable de les insérer dans le statut des agents de l'administration d'Afrique.

Quant au second alinéa,qui constitue une dérogation à l'article 118 du statut, il pourrait être rédigé comme suit :

"Les dispositions de l'article 118 du statut des agents de l'administration d'Afrique ne sont pas applicables aux agents du cadre des écoles officielles".

\+

\+ \+

A l'article 24, 2°, il est superflu de préciser que le diplôme d'ingénieur technicien est délivré par une école spéciale d'ingénieurstechniciens. Cette

disposition omet d'indiquer l'autorité compétente pour déterminer l'assimilation d'un diplôme à celui d'ingénieur technicien.

+

+ +

L'article 25 gagnerait à être rédigé comme suit :

"Article 25.-

Les promotions dans les cadres de l'instruction publique et des cultes, de l'inspection de l'enseignement et des écoles officielles peuvent n'être accordées qu'après qu'il aura été procédé à un appel de candidats auprès des agents de ces cadres.

Le Ministre des Colonies, le Gouverneur général ou leurs délégués déterminent les cas dans lesquels il sera procédé à cet appel de candidats et en règlent les modalités".

+

+ +

Quant à l'article 26, le Conseil d'Etat n'a pu, eu égard au délai qui lui a été imparti , examiner les répercussions de la rétroactivité qui y est prévue. Si cette rétroactivité était de nature à porter atteinte à des droits acquis,elle manquerait de fondement légal. Cela paraît être spécialement le cas pour l'article 10

.../...

qui instaure un régime moins favorable pour l'octroi d'une indemnité à l'intérimaire.

Le cinquième alinéa de cet article 26,qui ne règle plus l'entrée en vigueur du projet, devrait faire l'objet d'un article distinct. La nécessité de faire rétroagir cette disposition au 1er janvier 1956 se conçoit difficilement. Ce nouvel article pourrait être rédigé comme suit :

"Article 27.-

Les grades et titres des agents du cadre de l'instruction publique et des cultes, de l'inspection de l'enseignement et des écoles officielles sont modifiés conformément au tableau ci-dessous :

... (la suite comme au projet) ...".

\+

\+ +

Enfin, le projet devrait être complété par une disposition chargeant le Ministre des Colonies de l'exécution de l'arrêté.

\+

\+ +

Le texte néerlandais du projet gagnerait de plus à recevoir les améliorations qui résultent de la rédaction reproduite ci-après .

Het ontwerp heeft tot doel, het "personeel van het officieel onderwijs"een statuut te bezorgen dat van het besluit van de Regent van 20 augustus 1948 houdende statuut van het bestuurspersoneel in Afrika afwijkt. Tegen het invoeren van een bijzonder statuut waarvan de bepalingen niet in het algemene, voor gans het bestuurspersoneel in Afrika geldende statuut worden opgenomen, is het bezwaar in te brengen dat de eenheid van dit statuut in het gedrang dreigt te komen. Is deze wijze van doen desnoods te begrijpen voor het onderwijzend personeel en de inspecteurs, namelijk wegens de bijzondere aard van hun werkzaamheden, zij is het heel wat minder voor de ambtenaren van de dienst van het onderwijs en van de erediensten.

\+

\+ +

In het opschrift van het besluit komt de uitdrukking "personeel van het officieel onderwijs" voor, maar een omschrijving daarvan geeft het ontwerp niet. Uit de artikelen blijkt, dat het ontwerp in feite de statutaire toestand regelt van het personeel dat behoort tot het kader van het openbaar onderwijs en van de erediensten, tot het kader van de onderwijsinspectie en tenslotte tot het kader van de officiële scholen.

Het opschrift zou derhalve als volgt moeten luiden :

"Koninklijk besluit houdende statuut van het personeel der kaders van het openbaar onderwijs en van de erediensten, van de inspectie van onderwijs en van de officiële scholen".

\+

\+ +

In de aanhef dient het juiste opschrift van het besluit van de Regent van 20 augustus 1948 te worden aangehaald , als volgt : "Besluit van de Regent van 20 augustus 1948 houdende statuut van het bestuurspersoneel in Afrika".

\+

\+ +

In aansluiting met hetgeen hierboven is opgemerkt, wordt voor artikel 1 volgende lezing voorgesteld :

"Artikel 1.-

Onder voorbehoud van de navolgende bepalingen is het statuut van het bestuurspersoneel in Afrika van toepassing op het in de bijgaande tabel genoemde personeel der kaders van het openbaar onderwijs en van de erediensten, van de onderwijsinspectie en van de officiële scholen".

\+

\+ +

In artikel 5 verdient het de voorkeur de woorden "deze categorieën van candidaten" te vervangen door "de kandidaten van deze categorieën".

\+

\+ +

.../...

Artikel 6 wordt beter gelezen als volgt :

"Artikel 6.-

Voor het personeel van het kader der officiële scholen duurt de proeftijd drie volledige schooljaren. Indien de duur van de door de stagiaire verrichte werkelijke dienst na afloop van het derde schooljaar meer dan drie maanden beneden drie volledige schooljaren blijft, wordt de proeftijd van ambtswege verlengd.

De proeftijd vervalt in elk geval op het einde van een schooljaar".

\+

\+ +

De tekst van het tweede lid van artikel 10 zou er bij winnen, indien de woorden "basiswedde" en "aanvankelijke weddebedrag" onderscheidenlijk door "aanvangswedde" en "eerste weddebedrag" werden vervangen.

\+

\+ +

.../...

Artikel 11 bevat een gelijkwaardigheidstabel voor de overgang bij wege van benoeming. Door bij de overgang van het administratief personeel naar een ambt in het onderwijs een bepaald einddiploma te eisen, loopt het artikel voor een deel vooruit op de maatregelen, welke de Minister van Koloniën krachtens artikel 4 van het onderhavige ontwerp gerechtigd is te nemen ter bepaling van "de diploma's en eindgetuigschriften welke de kandidaten voor werving in de kaders van de officiële scholen moeten bezitten". De twee artikelen kunnen bijgevolg niet naast elkander bestaan.

Anderzijds zou de uitdrukking "wanneer de overgang geschiedt" gevoeglijk door "wanneer de overgang plaats heeft" worden vervangen.

Tenslotte houde men er rekening mede dat de nieuwe benamingen voor de titels "geaggregeerde van het middelbaar onderwijs van de hogere graad" en "geaggregeerde van het middelbaar onderwijs van de lagere graad" zijn : "geaggregeerde van het hoger secundair onderwijs" en "geaggregeerde van het lager secundair onderwijs".

\+

\+ \+

Artikel 12, dat de duur der loopbaan van het personeel van het kader der officiële scholen vaststelt, wijkt af van artikel 47, eerste lid, van het statuut van het bestuurspersoneel in Afrika.

.../...

Is de bedoeling van de Regering, het bepaalde in het tweede en derde lid van genoemd artikel 47 op het onderwijzend personeel toepassing te doen vinden, dan neme men die bepalingen over.

\+

\+ +

Een betere lezing voor artikel 13 ware :

"Artikel 13.-

Wanneer een personeelslid van het kader der officiële scholen de leeftijdsgrens gaat bereiken in de loop van het schooljaar, kan aan zijn dienst van ambtswege een einde worden gemaakt bij de afloop van het vorige schooljaar".

\+

\+ +

In artikel 14, tweede lid, zou het alternatief karakter van de te verrichten handeling duidelijker naar voren treden indien de tekst luidde :

"De Gouverneur-generaal of zijn gemachtigden ...".

Het vierde lid van dit artikel kan zonder bezwaar achterwege blijven.

\+

\+ +

Het tweede lid van artikel 18 kan als volgt worden gelezen :

"Het in hetzelfde statuut bepaalde betreffende het verlenen van uitzonderlijk verlof vindt op hen toepassing, met uitsluiting van het bepaalde betreffende het verlof bij aankomst in het begin en bij vertrek na het einde van de dienstperiode".

+

\+ +

Artikel 21, dat niets anders bevat dan een afwijking van het bepaalde in artikel 81, b, van het statuut, behoort als volgt gelezen te worden : "Bij afwijking van artikel 81, b, van het statuut van het bestuurspersoneel in Afrika, mogen de vrouw en de kinderen ...".

+

\+ +

Volgens de uitleg van de gemachtigde ambtenaar betreft artikel 22 alleen de toestand van de personeelsleden van het kader van de officiële scholen en bevat het niets anders dan een afwijking van artikel 82 bis van het statuut.

.../...

Aansluitend op deze uitleg,kan dit artikel als volgt worden gelezen :

"Artikel 22.-

Bij afwijking van artikel 82 bis van het statuut van het bestuurspersoneel in Afrika,wordt de machtiging om zich bij een personeelslid van het kader der officiële scholen in Afrika te vervoegen niet toegestaan aan de leden van het gezin van dit personeelslid".

\+

\+ \+

In het eerste lid bepaalt artikel 23, dat de voorschriften van het statuut in verband met de bevordering tot een hogere wedde van toepassing zijn "op de personeelsleden van het officieel onderwijs" onder voorbehoud van de toepassing van de regelen die gemeen zijn aan de weddeschalen bestaande uit verschillende weddebedragen. Dit voorschrift,en meer in 't bijzonder "de regelen die gemeen zijn aan de weddeschalen bestaande uit verschillende weddebedragen" en opgenomen zijn in de bijlage onderaan de bladzijde, stellen op algemene wijze de bevordering tot een hogere wedde vast voor titularissen van een graad waaraan een wedde met verschillende weddebedragen is verbonden.

.../...

Deze regeling is niet alleen van toepassing op "de personeelsleden van het officieel onderwijs", maar ook op elk personeelslid aan wie een wedde met verschillende weddebedragen is toegekend. Zij hoort dan ook beter thuis in het statuut van het bestuurspersoneel in Afrika.

Voorts kan het tweede lid, dat afwijkt van artikel 118 van het statuut, beter als volgt worden gelezen :

"Het bepaalde in artikel 118 van het statuut van het bestuurspersoneel in Afrika vindt geen toepassing op personeelsleden van het kader der officiële scholen".

\+

\+ \+

In artikel 24, 2°, is het onnodig te bepalen dat het diploma van technisch ingenieur uitgereikt wordt door een bijzondere school voor technische ingenieurs. Het artikel zegt niet welke overheid bevoegd is om vast te stellen dat een bepaald diploma met dat van technisch ingenieur wordt gelijkgesteld.

\+

\+ \+

.../...

Artikel 25 kan beter als volgt worden gelezen :

"Artikel 25.-

Bevordering in de kaders van het openbaar onderwijs en van de erediensten van de onderwijsinspectie en van de officiële scholen kan niet worden verleend dan nadat bij de personeelsleden van deze kaders een oproep tot kandidaatstelling is gedaan.

De Minister van Koloniën, de Gouverneur-generaal of hun gemachtigden bepalen in welke gevallen en op welke wijze deze oproep tot kandidaatstelling wordt gedaan".

\+

\+ \+

Wat betreft artikel 26, heeft de Raad van State in de korte tijd die hem was toegestaan, niet kunnen onderzoeken welke terugslag de aldaar voorgeschreven terugwerking kan hebben. Als deze terugwerking afbreuk zou kunnen doen aan verkregen rechten, zou zij rechtsgrond missen. Dit lijkt ondermeer het geval te zijn met artikel 10, dat een minder gunstige regeling voor de toekenning van een vergoeding aan interimairs invoert.

.../...

Het vijfde lid van dit artikel 26, dat niet meer over de inwerkingtreding van het ontwerp handelt, hoort in een afzonderlijk artikel thuis. Het is moeilijk denkbaar dat dit voorschrift tot 1 januari 1956 moet terugwerken. Dit nieuw artikel kan dan als volgt worden gelezen :

"Artikel 27.-

De graden en titels van de personeelsleden van de kaders van het openbaar onderwijs en van de erediensten, van de onderwijsinspectie en van de officiële scholen worden gewijzigd overeenkomstig de onderstaande tabel.

... (voorts zoals in het ontwerp) ... ".

\+

\+ \+

Tenslotte moet het ontwerp aangevuld worden met een bepaling, die de Minister van Koloniën met de uitvoering van dit besluit belast.

\+

\+ \+

.../...

Wat de Nederlandse tekst van het ontwerp betreft zijn enige vormwijzigingen noodzakelijk; zij zijn in de hiernavolgende tekst verwerkt :

...
...

Artikel 1.- ... (zie advies) ...

TITEL I. - WERVING.

Artikel 2.-

De leeftijdsgrens voor de werving wordt op 30 jaren gebracht voor kandidaten voor een betrekking in het kader der officiële scholen. Zij wordt op 35 jaar gebracht voor de ingenieurs kandidaten voor een betrekking in de kaders van openbaar onderwijs en erediensten en van de officiële scholen.

Artikel 3.-

Aanwerving in het kader der officiële scholen geschiedt in een van de hiernavermelde graden :

studiemeester;
bewaarschoolonderwijzeres;
meester-vakopleiding;
lesgever, lichamelijke opvoeding, tekenen, muziek, handenarbeid, nuttige handwerken, huishoudkunde of stenodactylografie;
onderwijzer;
eerste leermeester;
leermeester tekenen of leermeester muziek;
regent ;
leraar vakopleiding;

leraar technisch onderwijs;
tekenleraar of muziekleraar;
leraar secundair onderwijs.

Artikel 4.-

De Minister van Koloniën bepaalt welke diploma's of studiegetuigschriften de kandidaten voor werving in de kaders van de officiële scholen of van de onderwijsinspectie moeten bezitten.

Artikel 5.-

Wanneer het aantal kandidaten voor sommige betrekkingen onvoldoende is om in de behoeften van de werving te voorzien, kan de Minister van Koloniën bij een met redenen omkleed besluit aan de kandidaten van deze categorieën wervingspremies verlenen, waarvan hij het bedrag, de voorwaarden en de wijze van toekenning vaststelt. De besluiten genomen tot uitvoering van wat voorafgaat, bepalen voor ieder der gevallen gedurende welke periode de premie wordt toegekend.

TITEL II. - PROEFTIJD.

Artikel 6.- ... (zie advies) ...

.../...

TITEL III. - GRADEN, AMBTEN EN UITOEFENING ERVAN. VERANDERING VAN KADER.

Artikel 7.-

De graden en hun rangorde in elk kader worden bepaald door de bij dit besluit gevoegde tabel.

Artikel 8.-

Als leiding gevende ambten in het kader van de officiële scholen en van de onderwijsinspectie worden beschouwd, het ambt van hoofdinspecteur, hoofdinspecteur algemeen secundair onderwijs, hoofdinspecteur lager onderwijs, atheneumprefect, directeur technische secundaire school, directeur normaalschool, directeur vakschool, directeur middelbare school, directeur school voor monitors, directeur vakopleidingsschool, directrice middelbare huishoudschool en directeur lagere school.

Als bijstand gevende ambten worden beschouwd die van inspecteur secundair onderwijs, eerstaanwezend inspecteur technisch onderwijs, inspecteur technisch onderwijs, eerstaanwezend inspecteur lager onderwijs, inspecteur lager onderwijs, inspectrice huishoudwerken en directeur internaat.

De andere ambten van de kaders van de officiële scholen en van de onderwijsinspectie worden beschouwd als medewerking gevende ambten.

.../...

Artikel 9.-

Wanneer een personeelslid van de kaders van de officiële scholen en van de onderwijsinspectie op zijn verzoek wordt aangesteld om een lager ambt dan dit van zijn graad uit te oefenen, wordt zijn wedde verminderd tot het bedrag der aanvangswedde die overeenstemt met de graad waarvan hij werkelijk het ambt uitoefent.

Het bedrag van deze aanvangswedde wordt verhoogd met de jaarlijkse verhogingen door het personeelslid eventueel in deze laatste graad bekomen. De jaarlijkse verhogingen welke vervallen tijdens de duur der aanstelling tot het lagere ambt worden bovendien verleend op de verjaardatum van de laatste jaarlijkse verhoging door het personeelslid bekomen, en worden berekend op grondslag van de aan deze graad verbonden aanvangswedde.

Indien echter met deze graad een weddeschaal overeenstemt die meer dan één weddebedrag inhoudt, wordt eveneens rekening gehouden met het weddebedrag door de belanghebbende in deze lagere graad bereikt en met dit of deze weddebedragen welke hij zou kunnen bereikt hebben tijdens de duur der aanstelling tot het lagere ambt, met inachtneming van de vroeger verkregen anciënniteit.

Artikel 10.-

Wanneer een personeelslid van de kaders van de officiële scholen en van de onderwijsinspectie met het interim van een der bij de eerste twee leden van bovenstaand artikel 8 bepaalde leiding- of bijstandgevende ambten wordt belast, en dit interim een duur van twee maanden bereikt, heeft de interimair, van de dag af waarop hij dit interim heeft waargenomen, recht op een vergoeding

.../...

waarvan het bedrag gelijk is aan het verschil tussen de wedde die hij geniet op het tijdstip dat hem het interim wordt opgedragen, en de aanvangswedde of het eerste weddebedrag, al naar het geval, van de graad waarvan hij ad interim het ambt uitoefent.

Indien echter de interimair, in de graad die hij bekleedt, een aanvangswedde of een weddebedrag geniet gelijk aan of hoger dan het eerste weddebedrag van de graad waarvan hij het ambt uitoefent, wordt het verschil berekend met betrekking tot het weddebedrag dat, in deze laatste graad, onmiddellijk hoger is bij de basis of bij het weddebedrag dat hij geniet.

Artikel 11.- (onder voorbehoud van de in het advies gemaakte opmerking)

De voorwaarden voor de definitieve overgang van een stagiair of vast aangenomen personeelslid van een der kaders van openbaar onderwijs en erediensten, van de inspectie van het onderwijs en van de officiële scholen, naar een ander van deze kaders zijn de volgende :

a) wanneer de overgang plaats heeft onder de vorm van bevordering, wordt in niets afgeweken van de voorwaarden bepaald bij het statuut van het bestuurspersoneel in Afrika, uitgezonderd het bepaalde in artikel 24 hierna, wat betreft de overgang bij wege van bevordering tot de graad van bureauchef van het kader van openbaar onderwijs en erediensten .

Geen enkele overgang geschiedt echter in laatstgenoemd kader bij wege van bevordering tot de graden van eerste opsteller of van onderbureauchef.

.../...

b) wanneer de bevordering plaats heeft onder vorm van benoeming, geschiedt zulks onder de voorwaarden en alleen in de gevallen bepaald in onderstaande gelijkwaardigheidstabel:

Studiemeester	(Opsteller, met behoud van de in de graad (van studiemeester verworven anciënniteit. (En vice-versa, met behoud van de in de (graad van opsteller verworven anciënniteit.
Atheneum-prefect	(Bureauchef, met behoud van in de rang (van prefect verworven anciënniteit. (En vice-versa ... (zie advies) ...
Directeur secundaire technische school	(Bureauchef, met behoud van de in de rang (van directeur van een secundaire technische school verworven anciënniteit. (En vice-versa ... (zie advies) ...
Directeur normaalschool	(Bureauchef, met behoud van de in de rang (van directeur van een normaalschool verworven anciënniteit. (En vice-versa ... (zie advies) ...
Inspecteur secundair onderwijs.	(Onderdirecteur, met behoud van de in de (rang van inspecteur verworven anciënniteit. (En vice-versa ... (zie advies) ...
Hoofdinspecteur	(Directeur, met behoud van de in de rang (van hoofdinspecteur verworven anciënniteit. (En vice-versa, met behoud van de in de (graad van directeur verworven anciënniteit.

.../...

TITEL IV.- LOOPBAAN.

DIENST- en VERLOFPERIODEN.

Artikel 12.-

De loopbaan der personeelsleden van het kader der officiële scholen duurt drieëntwintig jaren, vermeerderd met de voor het personeelslid nodige tijd:

1° om eventueel zijn laatste lopende dienstperiode met het einde van een schooljaar te doen samenvallen;

2° om uit de Kolonie af te reizen bij de eerste gepaste gelegenheid die zich voordoet na het verstrijken van de termijn van drieëntwintig jaren, eventueel verlengd krachtens 1° hierboven.

Artikel 13.- ... (zie advies)...

Artikel 14.-

De dienstperioden, in de Kolonie, der personeelsleden van het kader der officiële scholen bedragen een volledig schooljaar.

De Gouverneur-generaal of zijn gemachtigden bepalen de dag waarop in elke officiële school, ieder schooljaar begint en eindigt.

.../...

Wanneer het begin van de dienstperiode niet samengevallen is met het begin van een schooljaar, doch later is ingetreden dan 15 oktober van dat schooljaar, wordt de dienstperiode ambtshalve verlengd tot het einde van het daaropvolgende schooljaar.

... (zoals in het ontwerp) ...

Artikel 15.-

Bij het verstrijken van elke dienstperiode wordt aan de personeelsleden van het kader der officiële scholen een verlof toegestaan. De duur van dit verlof is ten minste gelijk aan die van de grote vakantie. Wanneer het personeelslid geen volledig schooljaar dienst heeft gedaan, is de duur van het verlof gelijk aan één vijfde der tijdens de afgelopen periode gepresteerde diensten; in dit geval bepaalt de Gouverneur-generaal de datum waarop dit verlof begint en eindigt.

De duur van het verlof kan worden verlengd of verkort onder de voorwaarden bepaald door het statuut van het bestuurspersoneel in Afrika.

Artikel 16.-

De personeelsleden van het kader van de officiële scholen brengen hun verlof door in een gematigd klimaat en, in dit geval, worden hun rechten op vergoeding der reiskosten, voor hen zelf en voor de leden van hun gezin, geregeld door de bepalingen van het statuut van het bestuurspersoneel in Afrika betreffende de reizen België-Congo en terug.

Zij mogen evenwel dit verlof in de Kolonie doorbrengen. Maar in geen geval, behalve wanneer de bepalingen van bovenstaand artikel 14, derde lid, op hen werden

.../...

toegepast, mogen zij langer dan twee jaar ononderbroken in de Kolonie verblijven.

Artikel 17.-

Wanneer de personeelsleden van het kader der officiële scholen gebruik maken van de mogelijkheid bepaald in bovenstaand artikel 16, tweede lid, hebben zij het recht zich te begeven naar een der gezonde streken door de Gouverneur-generaal bepaald.

In dit geval zijn de kosten van de heen- en terugreis naar de gekozen plaats, voor hen zelf en voor de leden van hun gezin, ten laste van de Kolonie, overeenkomstig de voorwaarden gesteld door de bepalingen van het statuut van het bestuurspersoneel in Afrika betreffende de reizen ter uitvoering van de dienst.

De belanghebbenden genieten, tijdens de duur van hun verblijf in een gezonde streek, kosteloze huisvesting in een gebouw van de Kolonie, of, bij gebreke hiervan, in een hotel, zonder dat nochtans het verblijf in het hotel voor hen het recht op restauratievergoedingen medebrengt. Zij bekomen eventueel de huisvestingsvergoeding onder de voorwaarden bepaald door het statuut van het bestuurspersoneel in Afrika.

De voormelde voordelen zijn slechts verkregen in zover het verblijf van het personeelslid en van zijn gezin in een gezonde streek ten minste 30 dagen duurt, tenzij dit ingevolge ziekte van het personeelslid of van een der leden van zijn gezin moest worden verkort.

.../...

Artikel 18.-

De bepalingen van het statuut van het bestuurspersoneel in Afrika betreffende het jaarlijks verlof zijn niet van toepassing op de personeelsleden van het kader van de officiële scholen.

... (zie advies) ...

Artikel 19.-

Tijdens het in artikel 15 hierboven bepaalde verlof hebben de personeelsleden van het kader van de officiële scholen recht op de verlofwedde, bepaald door het statuut van het bestuurspersoneel in Afrika, hetzij dit verlof wordt doorgebracht in een gematigd klimaat zoals omschreven in het eerste lid van artikel 16 hierboven, hetzij in de Kolonie zoals in het tweede lid van hetzelfde artikel omschreven.

TITEL V.- WEDDE.

Artikel 20.-

De schaal van de activiteitswedden der personeelsleden van het officieel onderwijs is vastgesteld door de bij dit statuut gevoegde tabel.

.../...

TITEL VI.- REIZEN EN REISKOSTEN.

Artikel 21.- ... (zie advies) ...

Evenwel is dit voorrecht voor het personeelslid slechts verkregen in de mate en op het tijdstip dat hij zelf het recht op repatriëring op kosten van de Kolonie verkrijgt. In geval van echtscheiding en zo deze definitief wordt vóór het verstrijken van zijn normale dienstperiode, verliest het personeelslid elk recht op de kosten van de terugreis voor zijn vrouw.

In bijzondere gevallen zijn de Gouverneur-generaal of zijn gemachtigden bevoegd om afwijkingen van de in dit artikel gestelde regelen toe te staan.

Artikel 22.- ... (zie advies) ...

TITEL VII.- BEVORDERING.

Artikel 23.- ... (zie opmerking in het advies) ...

Artikel 24.- (onder voorbehoud van de in het advies gemaakte opmerking)

De rang van bureauchef van het kader van openbaar onderwijs en erediensten is toegankelijk, bij wege van bevordering, niet alleen voor de onder-

.../...

bureauchefs van dit kader, maar eveneens voor de personeelsleden der kaders van de onderwijsinspectie en van de officiële scholen onder de hiernavolgende bijzondere voorwaarden :

1° voor personeelsleden die houder zijn van een diploma van regent : na acht jaren dienst ;

2° voor personeelsleden die houder zijn van een diploma van technisch ingenieur of van elk hiermede gelijkgesteld diploma, en in zover de betrokkenen eveneens houder zijn van een der diploma's of getuigschriften bepaald bij artikel 7, § 2, 1°, 2°, 3°, 4° en 6°, van het statuut van het bestuurspersoneel in Afrika : na zeven jaren dienst ;

3° voor leraars van het secundair onderwijs : na drie jaren dienst ; deze termijn kan worden verminderd ter beloning van buitengewone bekwaamheid en ijver.

De duur van de toegestane verlofperioden of van de verlofverlengingen, met uitsluiting van deze wegens persoonlijke aangelegenheden, is begrepen in de diensttijd bepaald sub 1° tot 3° hierboven.

De onder 1° en 2° hierboven vermelde categorieën van personeelsleden moeten, om een bevordering tot de graad van bureauchef van het kader van openbaar onderwijs en erediensten te bekomen, geslaagd zijn voor het toegangsexamen tot de derde categorie, dat voor dit kader is vastgesteld.

.../...

Artikel 25.- ... (zie advies) ...

TITEL VIII.- ALGEMENE BEPALINGEN.

Artikel 26 (onder voorbehoud van de in het advies gemaakte opmerking).

De bepalingen van dit statuut hebben uitwerking met ingang van 1 januari 1957.

De artikelen 3, 4, 5, 7, 8, 10, 20 en 23 en de bij dit statuut gevoegde tabel der graden en wedden per kader, met inbegrip van de regelen die gemeen zijn aan de weddeschalen waarin verschillende weddebedragen voorkomen, hebben evenwel uitwerking met ingang van 1 januari 1956.

De bepalingen van artikel 21 hebben uitwerking met ingang van 1 januari 1955. De wedden van de personeelsleden van het officieel onderwijs, op 1 januari 1956 in dienst, worden op deze datum vervangen door het bedrag dat zij zouden bereikt hebben, indien de bepalingen van de bijgevoegde tabel van de graden en wedden sedert de indiensttreding dezer personeelsleden waren van kracht geweest.

.../...

Artikel 27.- ... (zie advies) ...

Vroegere benaming.	Nieuwe benaming.
provinciaal directeur	onderdirecteur
adjunct-hoofdinspecteur van het secundair onderwijs	hoofdinspecteur algemeen secundair onderwijs
adjunct-hoofdinspecteur van het lager en normaal onderwijs	hoofdinspecteur lager onderwijs
inspecteur van het technisch en vakonderwijs	inspecteur technisch onderwijs
hulpinspectrice	inspectrice huishoudwerken
leraar (licentiaat, geaggregeerde of doctor)	leraar secundair onderwijs
leraar (titel verleend uit hoofde van diploma's voor het geven van tekenonderwijs)	tekenleraar
leraar (titel verleend uit hoofde van diploma's voor het geven van muziekonderwijs)	muziekleraar
leraar van het technisch en vakonderwijs	leraar technisch onderwijs
bestuurder van een pensionaat	directeur internaat
leraar bijzondere vakken (bevoegd om tekenonderwijs te geven zonder houder te zijn van een diploma van onderwijzer of van regent)	leermeester tekenen

.../...

leraar bijzondere vakken (bevoegd om muziekonderwijs te geven zonder houder te zijn van het diploma van onderwijzer of van regent)	leermeester muziek
lesgever bijzondere vakken (bevoegd voor het aanleren van lichamelijke opvoeding, tekenen, muziek, handenarbeid, nuttige handwerken, huishoudkunde of stenodactylografie, zonder houder te zijn van een diploma van onderwijzer of van regent)	lesgever lichamelijke opvoeding, tekenen, muziek, handenarbeid, huishoudkunde of stenodactylografie (al naar de specialisering)
opzichter studiemeester econoom secretaris	studiemeester

De benaming van de andere graden en titels wordt niet gewijzigd.

Artikel 28.- ... (zie advies) ...

.../...

B I J L A G E .

TABEL DER GRADEN EN WEDDEN PER KADER.

1) Kader openbaar onderwijs en erediensten.

... (zoals in het ontwerp) ...

2) Kader inspectie van het onderwijs.

... (zoals in het ontwerp)

3) Kader van de officiële scholen.

atheneumprefect (1)
directeur secundaire technische school (1)
directeur normaalschool (1)
directeur vakschool (1)
leraar secundair onderwijs (1)
tekenleraar (1)
muziekleraar (1)
directeur middelbare school (1)
directeur school voor monitors (1)
directeur vakopleidingsschool (1)
directrice middelbare huishoudschool (1)
directeur lagere school (1)
directeur internaat (1)
leraar technisch onderwijs (1)
regent (1)
leermeester tekenen (1)
leermeester muziek (1)

.../...

leraar vakopleiding (1)
onderwijzer (1)
lesgever lichamelijke opvoeding, tekenen, muziek, handenarbeid, nuttige handwerken, huishoudkunde of stenodactylografie (1)
eerste meester vakopleiding (1)
studiemeester (1)
bewaarschoolonderwijzeres (1)
meester vakopleiding (1).

Ons bekend om te worden gevoegd bij het koninklijk besluit van . . .

- -

Voetnoot :

(1) Regelen gemeen aan de weddeschalen welke verschillende weddebedragen omvatten :

a) voor elk dezer graden worden, al naar het geval, twee of drie weddebedragen bepaald ... (voorts als in het ontwerp) ...

b) in de diensttijd vereist om naar het hogere weddebedrag over te gaan, is begrepen de duur van de verlofperioden en van de verlofverlengingen, met uitzondering van deze tijdens die periode wegens persoonlijke aangelegenheden bekomen.

Hetzelfde geldt voor de tijd doorgebracht in de toestand van disponibiliteit, met uitzondering van die wegens persoonlijke aangelegenheden of bij tuchtmaatregel, onder voorbehoud dat de overgang naar het hogere weddebedrag waarvan de vervaldag plaats heeft gedurende een periode van disponibiliteit, niet toegestaan wordt met terugwerkende kracht, dan na afloop van deze disponibiliteit. Nochtans komt de tijd, in deze toestand van disponibiliteit doorgebracht, niet in aanmerking voor de overgang naar het hogere weddebedrag wanneer het signalement van het personeelslid minder dan "goed" was op het tijdstip dat hij in disponibiliteit werd gesteld ;

.../...

c) de jaarlijkse verhogingen die vervallen na de overgang naar een hoger weddebedrag worden berekend op basis van de aanvangswaarde van dit hogere weddebedrag.

Ingeval op het tijdstip van de overgang naar het hoger weddebedrag het personeelslid reeds een wedde geniet die gelijk is aan of hoger dan de beginwaarde van dit bedrag, of wanneer het tijdstip van deze overgang samenvalt met het verlenen van een jaarlijkse verhoging waarbij de wedde van de betrokkene verhoogd werd tot een niveau dat gelijk is aan of hoger dan dit weddebedrag, bekomt hij een bonificatie welke het vereiste aantal jaarlijkse verhogingen van 2 t.h. bevat, om een onmiddellijke hogere wedde te bereiken dan die welke hij genoot of zou genoten hebben bij gebreke van overgang naar het hogere weddebedrag;

d) de personeelsleden die bij wege van bevordering toegang krijgen tot een graad die verschillende weddebedragen omvat, genieten terstond het weddebedrag van de nieuwe graad die onmiddellijk hoger is dan het weddebedrag of het basisbedrag dat zij in hun voorgaande graad hadden bereikt.

La chambre était composée de — De kamer was samengesteld uit

Messieurs :	F.LEPAGE,	conseiller d'Etat,	président,
de Heren :		raadsheer van State,	voorzitter,
	G.HOLOYE,	conseillers d'Etat,	
	G.VAN BUNNEN,	raadsheren van State,	
	J.COOLEN,	greffier adjoint,	greffier.
		adjunct-griffier,	griffier.

La concordance entre la version française et la version néerlandaise a été vérifiée sous le contrôle de M.F.LEPAGE. Le rapport a été présenté par M.A.VANDER STICHELE, substitut.

De overeenstemming tussen de Franse en de Nederlandse tekst werd nagezien onder toezicht van de H.F.LEPAGE. Het verslag werd uitgebracht door de H.A.VANDER STICHELE, substituut.

LE GREFFIER - DE GRIFFIER,

(s.) J.COOLEN.

LE PRESIDENT - DE VOORZITTER,

(s.) F.LEPAGE.